La première chose qui interpelle pour la tenue de ce GT est l'absence de prise en compte de lacrise sanitaire dans les fiches. Cette crise n'est pas encore finie – elle dure depuis plus 6 mois –que l'administration ne tient aucun compte de la conjoncture dans les fiches du GT. Le monde d'avant est strictement identique au monde d'après, avec ses suppressions d'emplois, ses fermetures de sites, ses regroupements et fusions. On reprend en informatique une logique des services administratifs battus froid par le NRP et la démétropolisation dont nous revendiquons l'arrêt immédiat.

L'informatique n'échappe pas aux restructurations.

L'informatique de la DGFIP se trouve même être au centre de changements structurels qui ne peuvent pas être ignorés.

La CGT rappelle à ce titre qu'environ 1/3 des informaticiens de l'État (tous ministères confondus) travaillent dans la seule DGFIP. La direction générale du SI se plaît à rappeler d'ailleurs de loin en loin que c'est la seule direction capable de mener un projet informatique de « bout en bout », c'est-à-dire depuis la conception jusqu'à la mise en production.

Or, on s'aperçoit qu'en même temps que l'informatique porte un projet global structurant au plan national, elle se trouve elle-même déstructurée par sa propre direction.

Cette destructuration s'observe à travers les fermetures de services. Elle se fait jour par la mise en place de nouveau projets qui font la part belle au secteur privé sans aucun gage d'efficacité.

Elle se remarque dans ce GT par la mise en place de la « Direction de Transformation Numérique » (DTNUM). Rattachée au directeur général, elle échappe ainsi au SI que vous dirigez.

Nous le déplorons comme nous pensons que vous déplorez vous-même. Il y a donc là une contradiction profonde dans le projet de l'administration, mais logique dès lors que l'on sabre littéralement dans des missions, affaiblissant par là même les structures informatiques de la DGFIP.

Ces contradictions se mesurent dans les interrogations que la CGT Finances Publiques a porté dans une lettre ouverte à la Direction dès le 7 décembre 2017 :

- Nous n'acceptons toujours pas l'arrêt des ateliers d'impression finition.

Le programme Clic Esi avec la possibilité d'impression de proximité était pourtant un gage de valeur

ajoutée pour notre direction. Étendue à d'autres ministères qui ne possèdent pas ces structures d'éditions, ce savoir-faire, ces moyens, et ce personnel qualifié, nous continuons de soutenir qu'aucune réflexion globale n'a été menée en ce sens.

Nous le dénonçons.

Nous le dénonçons d'autant que nous ne croyons pas aux nouvelles structures comme la DTNUM pour jouer ce rôle.

Parmi les structures qui ont été « sauvées », nous observons des conditions de travail dégradées que nous ne pouvons que dénoncer, d'autant que, comme d'habitude elles semblent se mettre en place sans concertation. L'alignement sur le CEN de Meyzieu signifie-t-il que tous les agents toucheraient également toutes les primes afférentes, comme à Meyzieu ?

- La fermeture des ateliers de scannage a également fait couler beaucoup d'encre dans les mois passés.

Rien n'a pu faire dévier l'administration de son projet.
Pourtant, c'est aussi sans surprise que nous avons appris la mise en place d'un projet, dépassant le cadre de la DGFIP pour dématérialiser les dossiers des agents de l'État.

L'administration suit en cela la trajectoire gouvernementale.

Mais l'extrême surprise réside dans le fait d'apprendre que les dossiers ne seront dématérialisés que pour ce qui est du futur, l'existant restant sous forme papier.

Pourtant notre administration doit être une des seules à posséder les compétences, le savoir-faire, les moyens humains et matériels pour opérer cette dématérialisation.

Nous observons avec regret que la logique de fermeture, dite de modernisation (mais pas de dématérialisation ni de numérisation) a prévalu sur les emplois des services.

Ces fermetures sont un scandale, surtout si l'on considère certains sites où le reclassement, quelle que soit la prise en compte géographique, est impossible.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire des fiches décrivant un processus d'accompagnement et de fermetures de service où les agents qui ont donné tant d'années à l'administration ne sont plus considérés que comme des données statistiques.

- Enfin, nous constatons la baisse d'importance de notre SI avec la mise en place de la « Direction de Transformation Numérique » qui échappe et disparaît du giron du SI en étant placé sous la coupe directe du DG.

Cette nouveauté est certainement à mettre en lien avec la fusion des MOA et des MOE au sein des services centraux.

Un manuel d'informatique spécifierait des différences évidentes entre des métiers différents, entre une maîtrise d'ouvrage et une maîtrise d'oeuvre.

La question sous-jacente, le but caché est donc tout différent.

Cette nouvelle organisation ouvre la porte à une externalisation massive, qui finalement entérine la fin de la volonté de réinternalisation dont le SI s'était fait un temps le chantre.

Nous le déplorons.

Nous combattrons ces projets qui n'apportent que de la souffrance au travail des agents lorsque ces

derniers en auront encore un.

Cela nous amène à une question simple mais fondamentale que l'on pourrait résumer ainsi :

« Avez-vous un mandat de « fermer » l'informatique de pleine compétence à la DGFIP ? »

Car tous les signes le montrent.

Ce que nous espérons, toujours, c'est que vous preniez en compte nos revendications et considérations, car c'est du bien-être des agents dont il s'agit.

Nous revendiquons toujours un service public de pleine compétence grâce à une informatique d'État capable de mener un projet informatique de bout en bout.

fichiers: Télécharger dl_gt_du_10_septembre_informatique_11_09_2020.pdf (395.35 Ko)
Public: GT 2020
Informatique

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank